

# **Axes de recherche et domaines d'expertise du laboratoire d'histoire de l'université d'Avignon (LHISA, équipe d'accueil 3152): projet 2008-2011**

La dynamique des travaux scientifiques réalisés, tant à titre individuel que de façon collective, au sein de l'équipe, la nécessaire modernisation d'une collaboration historique avec le CIHAM de Lyon (UMR 5648 associant l'Université Lumière Lyon 2, l'École des Hautes Etudes en Sciences Sociales (EHESS), l'École Normale Supérieure Lettres et Sciences humaines et le Centre National de la Recherche Scientifique), le rapprochement en cours avec des partenaires extérieurs, - laboratoires de recherches de l'EHESS notamment -, enfin la nécessité pour l'université d'Avignon et des pays de Vaucluse (UAPV) de se doter d'un pôle d'expertise et de recherche à la fois cohérent en matière de culture et de patrimoine et de niveau international, ont conduit l'Équipe d'accueil n° 3152 à introduire des changements profonds, en matière de politique scientifique et de choix d'objets de recherche. Ces changements étaient déjà perceptibles dans le cadre du contrat de plan 2004-2007 : ils ont abouti à la création d'un master de recherche en histoire, qui a permis de donner aux activités scientifiques du laboratoire une nouvelle impulsion, par le biais d'un séminaire commun en master 2.

Cette volonté de renouvellement des axes de recherches et des perspectives scientifiques définies par l'équipe conduit à promouvoir une approche historique de la notion de **patrimoine**. Or cette notion, omniprésente dans la société française actuelle, souffre, au regard des sciences sociales, d'un statut épistémologique marqué par de nombreuses incertitudes. L'historien ne peut accepter la réduction du concept de patrimoine à ses acceptions contemporaines qui l'enferment dans les formes visibles actuellement et dans la réception de celles-ci. Il semble donc nécessaire et fructueux d'observer au plus près les processus historiques de construction et de transmission des patrimoines, et, pour cela, d'être attentifs aux modes de gestion du passé, produits d'élaborations sociales variables, à destination des générations à venir. Dans cette optique, le patrimoine, plus

particulièrement dans ses dimensions culturelles, peut être appréhendé en fonction des pratiques sociales et intellectuelles à valeur culturelle qui sont mises en œuvre, par ceux qui le transmettent comme par ceux qui le recueillent. Ces pratiques, reposant sur des savoirs en circulation, déterminent des usages spécifiques, dont les modalités évoluent historiquement (axe 1 de recherches). A ce titre, les réseaux intellectuels qui élaborent ces savoirs doivent être interrogés, ce qui conduit à analyser les modes sociaux de diffusion et d'appropriation de ces connaissances.

L'enquête sur l'objet « Patrimoine » ne saurait se cantonner au champ du reçu au XXI<sup>e</sup> siècle : résolument enracinée dans la longue durée, elle doit s'attaquer à l'histoire des partages obscurs entre public et privé qui déterminent la constitution historique des objets patrimoniaux, ainsi qu'aux processus et mécanismes de la création, de la régulation et de la gestion patrimoniale, tant familiale qu'associative et sociale, jusqu'aux processus rarement élucidés de la dé-patrimonialisation. Antiquisants et médiévistes ont ici leur mot à dire, autant que les modernistes et contemporanéistes, sur tous les mouvements mystérieux qui ont conduit toujours à sélectionner, plus souvent encore à effacer les épaves du patrimoine dont les nations d'aujourd'hui sont les dépositaires.

Au-delà des usages individuels et collectifs à valeur culturelle, le patrimoine se constitue de plus en plus, dans la société française contemporaine, comme un élément de référence, voire de structuration, de l'espace public. Or ces espaces publics sont l'aboutissement provisoire de processus historiques de longue durée. Cette thématique (axe 2 de recherches), qui gagne à être traitée de façon pluridisciplinaire avec des historiens de l'art comme avec des spécialistes de sciences sociales proches, - des sociologues aux sémioticiens -, doit permettre de mettre en évidence les processus paradoxaux qui sont à l'œuvre derrière l'intérêt social accordé à l'heure actuelle au patrimoine. Celui-ci, de bien privé géré à fins d'identité, de légitimation et de transmission, tend à devenir objet d'un espace public géré à fins de conservation. L'approche historique, sorte de prolégomène à un traitement interdisciplinaire en sciences sociales, vise donc à éclairer les frontières mouvantes entre espaces publics et sphères privées qui sont au cœur des mutations du patrimoine, aujourd'hui comme

autrefois.

En somme, le patrimoine, dérivant de pratiques culturelles spécifiques reposant sur des savoirs, élément structurant des espaces publics contemporains, est un lieu d'appropriations culturelles (et intellectuelles), tout en s'imposant comme une forme, relativement neuve, de lien collectif. C'est cette identification qui mérite d'être, à son tour, interrogée. Derrière l'appropriation collective des monuments, des patrimoines privés devenus biens publics, se lit un sentiment d'appartenance, voire un succédané du lien politique. De ce point de vue, il faut se situer à contre-courant des évolutions sociales actuelles pour penser les formes territoriales du lien politique dans leurs mutations successives, en fonction des usages sociaux on l'a vu, mais aussi des pratiques de pouvoir (axe 3 de recherches).